

8. POUR UNE HISTOIRE SOCIALISTE ET WALLONNE DU SOCIALISME WALLON... (1985)

Parmi les sept articles que j'ai signés dans **Socialisme** entre 1985 et 1990, trois portaient sur la politique de l'environnement, en lien avec mon nouveau travail de conseiller politique au sein de l'IEV (dans les nos 197, 202 et 212), et sont parfaitement obsolètes, mais quatre autres se situaient au carrefour de l'histoire et de l'actualité. Le premier d'entre-eux (n° 188, avril 1985) tirait des conclusions historiographiques des manifestations du centenaire du P.O.B.

Le centenaire du P.O.B. a déjà fait couler beaucoup d'encre, et les historiens du mouvement ouvrier préoccupés de vulgarisation se réjouiront sans doute de ce petit déluge rédactionnel. La connaissance de l'histoire politique et sociale autant que celle du passé du Parti socialiste n'auront pu que progresser - même imparfaitement - à l'occasion des manifestations de cet anniversaire. Bien sûr, il eût été préférable qu'il en soit toujours ainsi, avec ou sans commémorations, mais à qui la faute sinon en partie à la corporation des historiens eux-mêmes?

En collaboration avec «Présence et Action Culturelles» et les éditions Labor, l'Institut Emile Vandervelde a fourni un remarquable effort de haute vulgarisation scientifique (selon l'expression consacrée) pour l'organisation d'expositions itinérantes, d'une exposition nationale et l'édition d'un catalogue valant synthèse de *Cent ans de Socialisme*, la publication de l'ouvrage *Du P.O.B. au P.S.* dû à la plume de plusieurs spécialistes dont certains étrangers au P.S. mais hommes de gauche comme il se doit, enfin le lancement de la collection « Mémoire Ouvrière » inaugurée par les onze volumes de *l'Histoire des fédérations*.

On admettra avec Odon Boucq (*Nord Eclair* du 20 avril) que « ceux qui attendaient le P.S. au tournant pour voir si les flonflons de la fête n'allaient pas seulement être l'occasion de magnifier d'anciennes conquêtes et de vieux slogans au poing levé seront déçus. Nous n'avons pas entendu trop d'hagiographies; et les récits que charrie actuellement ce centenaire ne semblent pas trop écrits en forme de catéchisme ».

Plusieurs émissions de radio et de télévision, en mars et en avril, et de nombreux articles dans la presse écrite de toutes tendances ont fait écho à l'événement. Les journaux et revues de gauche, *Le Peuple* et *La Wallonie* bien sûr mais aussi par exemple *Le Drapeau Rouge* et *Les Cahiers Marxistes*, y ont consacré des pages voire des numéros spéciaux.

Les deux derniers cités n'ont pas manqué de rappeler, à juste titre, que le Parti Communiste pouvait également se réclamer du P.O.B. de 1885. Ils ont aussi procédé à une critique serrée du réformisme. Rien de neuf dans la démarche, mais on notera ce mot d'un maître de l'histoire du socialisme belge, Marcel Liebman, selon lequel ce dernier aurait même cessé, hélas, d'être réformiste dès ... 1914. Vision des choses relayée par le Vice-Président du P.C.B. lorsque celui-ci estime le rôle historique du Parti Ouvrier terminé en 1919. Mais ce n'est pas le lieu ou en tout cas le moment d'entreprendre cette discussion, certainement du plus haut intérêt vu la perception du socialisme actuel que peut engendrer toute présentation de son passé.

Des observateurs d'autres horizons politiques ont eux aussi mis à profit la commémoration de la naissance du P.O.B. pour disserter à leur tour sur son évolution puis celle du P.S.B., sur l'existence aujourd'hui de deux Partis Socialistes (comme existent - pour rappel! - deux Partis libéraux et deux Partis sociaux-chrétiens), enfin sur la manière dont ceux-ci ont célébré l'anniversaire.

Sans parler des «pages noires que l'on cache» mais qu'a révélées (?) *Solidaire*, organe du P.T.B., on épinglera par exemple le rappel dans *Le Courrier de l'Escaut* de l'existence «bien avant Rerum Novarum, d'une Fédération des sociétés ouvrières catholiques, fondée en 1867, (qui) oeuvrait dans le même sens (que le P.O.B.) et a continué sous le nom de Ligue démocratique belge, l'aïeul du Mouvement ouvrier chrétien». Parallèle difficilement acceptable, pour qui sait que ces premières sociétés catholiques, dirigées par des bourgeois, avaient pour objectif majeur de faire pièce au socialisme et, encore après 1885, ne reconnaissaient pas la légitimité des revendications ouvrières et encore moins de la grève.

En une phrase, on fait donc glisser un voile trouble sur la conquête des premières grandes réformes politiques et sociales en laissant entendre qu'elles furent autant le fait d'un mouvement chrétien que du P.O.B. - un mouvement chrétien présenté en outre comme antérieur au socialisme ... Mais n'a-t-on pas entendu déjà le Président d'un Parti de l'actuel gouvernement affirmer que les progrès sociaux étaient dus en ordre principal aux ...libéraux?

Quatre exemples, choisis de l'extrême-gauche à la droite. A eux seuls, ils prouvent à suffisance qu'il importe que les socialistes de 1985, où qu'ils soient, ne se désintéressent pas de leur histoire et n'abandonnent à d'autres le soin de la (ré)écrire. Dans le passé, l'histoire sociale et particulièrement ouvrière a déjà été assez occultée dans nos manuels scolaires et par certaine littérature historique. Il n'en est heureusement plus ainsi aujourd'hui. C'est donc maintenant surtout qu'il faut être présent sur ce terrain, et vigilant - outre qu'il s'agit là, me semble-t-il, d'un devoir naturel pour un mouvement de gauche.

Si elle avait pu se répandre, une vision tronquée ou biaisée de l'histoire du mouvement ouvrier se serait à terme

retournée contre le socialisme d'aujourd'hui - car l'intérêt pour le passé est assurément plus répandu qu'il y a une ou deux décennies. C'eût été d'autant plus anormal que, comme l'a souligné abondamment Guy Spitaels, de nombreux parallèles peuvent être établis entre les luttes actuelles et celles d'hier, attestant de la permanence des combats, et qu'il est évident que cette histoire comporte de nombreuses pages à l'actif des socialistes, dont chacun peut encore mesurer les effets quotidiennement.

Quant aux failles, indéniables, qu'une analyse critique ne manque pas de révéler, on pourra rappeler aux détracteurs de gauche ou de droite qui s'attachent à les mettre en évidence plus que tout le reste - ce qui n'est pas mauvais en soi - certaine histoire de la paille et de la poutre, simplement. Elle n'excuse rien, mais relativise bien des choses.

Il est une autre observation que suggère le survol des commentaires entourant jusqu'à présent le centenaire du P.O.B. et même, en partie, certaines des productions occasionnées par celui-ci. C'est que, à quelques exceptions près, on ne souligne pas assez, sans doute, l'apport spécifiquement wallon dans l'histoire du socialisme belge. Or, encore une fois, une présentation trop « nationale » de cette dernière - même justifiée par l'existence d'un seul Parti Socialiste jusqu'il y a peu - aboutit à une vision incomplète du passé en ne rendant pas « à César ce qui est à César ».

On signale dans la presse, avec les explications qui s'imposent, le petit nombre de délégués wallons présents au Cygne les 5 et 6 avril 1885. Mais on rappelle moins (la date fêtée y est sans doute pour quelque chose) l'ampleur du mouvement qui précéda, une quinzaine d'années plus tôt, ce décisif envol du socialisme, j'entends la Première Internationale. Or mis à part quelques groupes à Anvers, Bruges et Gand, c'est à Bruxelles et en Wallonie que la section belge de l'Internationale avait puisé l'essentiel de ses forces et de son dynamisme (avec, notamment, plus de quarante sociétés dans le seul bassin de Charleroi, une dizaine dans le Borinage et autant dans le Centre, onze dans la région verviétoise...). Si l'on songe qu'en dépit de sa relative fugacité, « l'Internationale permit un extraordinaire développement de la conscience ouvrière de même que celui des capacités organisationnelles du prolétariat » (J. Dhont), cela mériterait que l'on y consacre plus que de brefs préliminaires.

Par la suite et pendant longtemps, pour les motifs bien connus de différence de degré d'industrialisation notamment, les travailleurs wallons fournirent le gros des effectifs et de l'électorat du Parti Ouvrier (pensons aux députés de 1894, tous élus en Wallonie). La sous-représentation wallonne au sein du P.O.B. naissant n'avait donc été que très provisoire : d'après Jean Puissant, les bassins wallons représentent près des deux tiers des membres et des organisations du Parti Ouvrier en 1886. Mais, selon le même auteur, c'est un rôle « tout à fait secondaire » que la classe ouvrière de Wallonie joue dans la direction du Parti. Alors qu'elle lui fournit ses bataillons et ses militants les plus énergiques, comme l'écrit Marcel Liebman : « la poussée radicale vient de la Wallonie industrielle, et avant tout du Hainaut. Et la tactique la plus prudente est préconisée par les Flamands (...) aidés de quelques Bruxellois du Conseil Général ».

Cela se vérifiera tout au long des trois décennies précédant 1914. Sans parler des émeutes de mars 86, dans lesquelles le P.O.B. n'était pour rien (mais qui furent bien moins sans effet qu'il ne le prétendit alors), on rappellera la scission du Parti Socialiste Républicain en 1887, les pressions pour un déclenchement rapide de la grève pour le S.U. (venant toutes du sud du pays, que ce soit dans les années 90 ou au début de ce siècle), le déroulement de ces grèves générales aussi, leur origine et leur extension géographiques, et même les réticences devant leur arrêt jugé parfois prématuré.

Pour autant qu'on ne veuille pas ignorer les motifs de cette disparité régionale au sein du P.O.B., ni mésestimer l'apport des militants flamands au mouvement tout comme les efforts courageux qu'ils fournirent dans un contexte plus difficile, il n'était pas inconvenant de redire à l'occasion de ce centenaire que ce sont les travailleurs wallons qui furent le fer de lance, sinon plus, de la lutte ouvrière et démocratique, à l'époque « héroïque » mais aussi plus tard.

Ce fut le cas par exemple lors des grandes grèves déclenchées par les métallurgistes en 1925, 1947, 1957 (la première pour résister aux assauts patronaux coïncidant avec l'expérience d'un cabinet de gauche, les deux autres afin de forcer de nouvelles conquêtes à l'occasion d'une présence socialiste au gouvernement). Ce fut le cas encore lors des mouvements de masse des années 30, puis pendant l'occupation dans la Résistance, en 1950 lors du dénouement de la question royale, durant le conflit de l'hiver 60 enfin, pour ne rien évoquer de plus proche.

Robert Moreau écrivait récemment: « Point n'est besoin de remonter très loin pour constater que les grands mouvements des travailleurs se sont essentiellement déroulés en Wallonie ». Certes, mais il n'est peut-être pas inutile d'y insister puisque certains commentateurs s'en abstiennent curieusement. Dans le même ordre d'idées, on pourrait souligner, entre autres choses, que les aspects les plus controversés de la politique extérieure à la fin des années 30 (neutralité entre Berlin et les démocraties, relations avec le régime de Franco) furent surtout contestés par des socialistes du sud du pays. Ou encore que c'est en Wallonie, dans la clandestinité comme durant les années 50, que naquirent les idées qui devaient aboutir à un renouveau du Parti ou du syndicalisme (renouveau qui aurait pu, on le sait maintenant, être plus profond dès alors).

Dans les années 60, et ce sera le dernier point, ce sont des votes à caractère on ne peut plus communautaire au sein de la F.G.T.B. qui décident, par exemple, du rejet de la motion Renard pour la grève générale fin 1960, du rejet de la proposition de la C.G.S.P. modifiant les statuts de l'organisation un an plus tard, du rejet encore, en décembre 1962, d'un amendement déclarant les projets sur le maintien de l'ordre « inamendables et inacceptables» ...

A la même époque dans le P.S.B., lors des Congrès nationaux du Parti, il ne se trouve, lors des votes, aucune voix en dehors des Fédérations wallonnes pour vouloir amender en décembre 61 les articles du budget relatifs à la gendarmerie et à l'armée, réclamer le retour dans l'opposition (attitude de Soignies dès 1962), s'opposer radicalement aux projets sur la grève en avril 63, regretter en juillet suivant la timidité des réformes statutaires, critiquer en décembre le «Compromis des Socialistes» comme, en février 1965, les accords communautaires de la Table Ronde.

Les Fédérations flamandes au contraire appuient comme un seul homme le Bureau du Parti d'un bout à l'autre de la législature, tout comme après l'échec électoral de juillet 1965 elles décideront à 94 % la reconduction de la coalition sortante, contre l'avis de la majorité des Fédérations wallonnes. En décembre suivant, les 18 députés socialistes qui n'approuvent pas les projets fiscaux sont tous Wallons - à l'instar des 23 députés socialistes francophones qui refusèrent de voter, le 31 octobre 1962, le transfert des Fourons au Limbourg.

Restons-en là. Dans *La Libre* du 10 avril, Jean Dalozé déplorait l'évolution récente - et heureuse à nos yeux - du socialisme flamand, ainsi que le phénomène de fond qui joue désormais en sa faveur; il se souvenait avec une pointe de nostalgie de s'être souvent, dans le passé, senti proche des leaders socialistes flamands, « réalistes et sociaux-démocrates, et dès lors opportuns contrepoids de leurs amis wallons» .On peut mettre en regard de cet aveu l'article de Robert Falony dans *La Wallonie* du 12 avril sur «l'erreur unitariste» du P.S. B., «les socialistes flamands minoritaires face à leurs cléricaux, accrochés si longtemps aux basques de l'Etat central, (qui) freinèrent le mouvement fédéraliste».

Rien bien sûr n'a été dit ci-dessus qui n'était su des praticiens de la vie politique et des connaisseurs de l'histoire de ce pays et du socialisme belge en particulier. Mais sont-ils nombreux? Si la première partie de ces réflexions, somme toute simples, a souligné l'intérêt d'une histoire socialiste du socialisme, ce qui précède devrait faire ressortir la nécessité d'une histoire socialiste *et wallonne* du socialisme *wallon*. Elle a été entreprise ou amplifiée à l'occasion du centenaire par l'Institut Emile Vandervelde. Puisse-t-elle, comme le souhaitait Claude Desama, trouver aussi des prolongements en dehors du centre d'études du P.S. également.